

*Questions orales*

En outre, nous avons également les initiatives destinées aux jeunes dans le cadre du Programme Défi dont les budgets, comme ma collègue le sait ou devrait le savoir, ont été augmentés cette année pour la deuxième année d'affilée. Si on se fie aux perspectives d'emplois pour cet été, la situation va être difficile, et nous aurons donc besoin de la collaboration non seulement du secteur privé, mais également des gouvernements provinciaux.

Selon moi, nous avons ce qui est nécessaire à l'heure actuelle pour faire face à la présente situation qui est grave et à laquelle nous essayons de remédier surtout grâce à notre initiative tendant à inciter les jeunes à rester à l'école; il s'agit de s'assurer que nos jeunes obtiennent les outils essentiels dont ils ont besoin pour assurer leur avenir.

**Mme Mary Clancy (Halifax):** Monsieur le Président, ils ne peuvent poursuivre leurs études lorsque leurs frais de scolarité augmentent de 25 p. 100 et leur taux de chômage s'établit à 22 p. 100.

Le ministre affirme que, depuis deux ans, on augmente les subventions en question. Il est vrai qu'il y a eu de petites augmentations, mais les compressions effectuées dans ces subventions au cours des sept dernières années s'élèvent à plus de 70 millions de dollars. En outre, les coupes sombres dans le financement des programmes établis frappent durement les universités de la région de l'Atlantique et les forcent à augmenter leurs frais de scolarité. Ainsi, avec quel argent les jeunes vont-ils payer leurs études?

Quels sont les projets du gouvernement? Quelles mesures entend-il prendre pour venir en aide aux jeunes de la région de l'Atlantique et leur apporter un peu d'espoir?

**L'hon. Pierre H. Cadieux (ministre d'État (Condition physique et Sport amateur), ministre d'État (Jeunesse) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre):** Monsieur le Président, pour ce qui est de l'espoir, j'invite à nouveau la députée à examiner les initiatives du gouvernement dans leur ensemble.

L'initiative de la prospérité tend justement à donner espoir aux gens et à ouvrir des débouchés pour l'avenir, afin que nos jeunes n'aient pas à rembourser la dette accumulée par les gouvernements passés.

Ce que nous faisons maintenant, c'est nous assurer d'établir les bases essentielles. C'est justement l'objet de l'initiative tendant à inciter les jeunes à rester à l'école, et on a affecté jusqu'à maintenant 3,4 milliards de dollars aux programmes de formation lancés par mon collègue, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

**LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

**L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce):** Monsieur le Président, mes questions s'adressent au ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

Un million et demi de Canadiens sont sans travail. Des emplois à temps partiel remplacent des emplois à plein temps. Nous avons un nombre sans précédent de banques alimentaires et de sans-abri, et le ministre cherche des excuses pour expliquer pourquoi il ne fait pas davantage.

Le ministre ne se rend-il pas compte que les fonds consacrés à la formation et aux chômeurs constituent un investissement dans les ressources humaines, qui va accroître notre main-d'oeuvre qualifiée et créer les richesses nécessaires à la réduction de notre déficit?

Quand le ministre va-t-il ôter ses oeillères de conservateur et consacrer plus d'argent à la formation et à la création d'emplois?

**L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, je suis heureux qu'un libéral se lève aujourd'hui à la Chambre pour féliciter le gouvernement d'avoir fait de la formation un domaine d'intervention prioritaire.

Il aurait dû être là quand son parti a bloqué l'adoption d'une loi qui nous a permis, ces deux dernières années, de tripler le montant des fonds consacrés à la formation de nos bénéficiaires de l'assurance-chômage.

Je remercie le député de sa reconnaissance de notre bon travail.

**L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce):** Monsieur le Président, l'argent que le gouvernement consacre à la formation, il le puise davantage dans la Caisse de l'assurance-chômage que dans les recettes générales et, pour ce faire, il a sabré dans les prestations d'assurance-chômage, refilant le fardeau des chômeurs aux provinces et aux municipalités. Voilà ce qu'il a fait.

Nos grands concurrents que sont le Japon, l'Europe et les États-Unis consacrent plus d'argent à la formation et à l'éducation. Le ministre ne se rend-il pas compte que plus on consacrera d'argent à la formation aujourd'hui et plus nos richesses seront grandes demain?

**L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, je suis heureux que le député lise la documentation du gouvernement car c'est textuellement ce que j'ai écrit il y a trois mois. Encore une fois merci. Il a raison, il faut investir davantage dans les ressources humaines, davantage dans la for-